

AVANT-PROPOS

L'utilité et le besoin d'un guide des recherches en histoire de l'enseignement ont été anciennement exprimés. Dès 1967, deux conservateurs d'archives, Marie-Louise Marchand et Michel Duchein, formulaient « le vœu que soit mis en chantier un guide général des sources de l'histoire de l'enseignement »¹. Quelques années plus tard, l'historien Dominique Julia confirmait qu' « il serait hautement souhaitable que fût entrepris un guide des sources d'histoire de l'éducation conservées dans les archives publiques »².

Ces vœux croisés d'archivistes et d'historiens s'inscrivaient dans un double contexte historiographique et éducatif. Le tournant des années 1970 marquait en effet le début de la dynamique de recherche que nous connaissons aujourd'hui. Elle succédait à un premier âge d'or de l'histoire de l'enseignement, qu'avaient connu les années 1870-1900 : trouvant son inspiration dans les conflits qui avaient marqué la création de l'école républicaine, mais s'appuyant aussi sur une solide érudition positiviste dont la méthode était en cours de définition, les historiens avaient alors publié des travaux nombreux, solidement documentés et qui, dans les limites qui étaient les leurs – celles de l'histoire institutionnelle et politique – restent encore souvent utiles aujourd'hui. Mais les années 1910-1950 avaient globalement marqué un recul, quantitatif et qualitatif, de la production historique dans ce domaine : le combat pour l'école républicaine avait perdu de sa raison d'être et de sa vigueur, et les nouvelles perspectives ouvertes par l'historiographie dite « des *Annales* » étaient loin de concerner prioritairement l'éducation et l'enseignement.

Le tournant des années 1970 vit au contraire la « nouvelle histoire » inclure, dans ses objets, approches et problèmes, l'histoire de la culture, des mentalités, des sciences, de la famille et de l'enfant, donc celle de l'éducation et de l'enseignement. Parallèlement, l'explosion scolaire puis universitaire conduisit à s'interroger à nouveaux frais sur le passé, proche ou lointain, d'institutions que l'on voyait ou croyait aussi fortement ébranlées, dans leurs publics et leurs missions.

L'un des obstacles à une orientation des recherches historiques vers l'enseignement contemporain était la massivité des sources d'archives le concernant, sans équivalent pour aucun autre département ministériel. Très significativement, la Commission permanente pour l'histoire de l'éducation, qui commença à se réunir en 1970³, préféra mettre l'accent sur l'histoire de l'enseignement aux périodes médiévale et moderne, la période contemporaine lui apparaissant présenter des difficultés dissuasives, tenant, selon l'un de ses membres, à « l'abondance des sources et à leur dispersion... »

Héritier de cette Commission mais implanté depuis 1976 dans l'Institut national de recherche pédagogique, dont les préoccupations étaient davantage tournées vers les questions liées aux politiques éducatives en débat ou en chantier, le Service d'histoire de l'éducation s'attacha à relever le défi de cette « abondance et dispersion » des sources

contemporaines, en constituant une batterie d'instruments de travail et de recherche. Les uns portèrent essentiellement sur des sources imprimées, parfois éclairées elles-mêmes par des enquêtes menées dans les archives : corpus de textes officiels établis par disciplines ou par thèmes, statistiques scolaires, manuels scolaires, presse pédagogique. On trouvera ci-après l'écho des ressources aujourd'hui offertes dans chacun de ces domaines.

Les autres portèrent plus spécifiquement sur les archives, dont la méthode d'analyse fonde le métier de l'historien et est au cœur de sa démarche. Les archives permettent, en effet, et sont souvent seules à le faire, d'aller au-delà des discours, des normes, des idéaux, tels qu'ils apparaissent dans les textes officiels, les manuels, les traités ou la presse. En amont des lois et règlements, les archives nous informent sur les processus et modalités de la prise de décision, sur les analyses et les objectifs des acteurs, les difficultés qu'ils ont eues à résoudre, les conflits qui ont pu les opposer. En aval, les archives nous informent sur les écarts des pratiques à la norme et la façon dont elles se sont modulées selon les lieux et les moments. Elles témoignent aussi sur l'irruption du contingent et de l'imprévu, ou au contraire sur la routine et l'impensé dont est faite la vie des hommes et des institutions, par delà la prétention à la rationalité qu'ils affichent mais qu'il serait naïf de toujours prendre au comptant. Le travail sur archives est donc constitutif de l'idée que se font les historiens de l'intelligibilité même des faits qu'ils étudient, et de leur ambition d'écrire, collectivement, une histoire de l'enseignement qui ne se limite pas aux principes qui le guident.

Plusieurs des chantiers ouverts par le SHE depuis la fin des années 1970 ont donc reposé sur le dépouillement systématique de fonds d'archives, concernant des domaines précis : l'édition scolaire, les établissements d'enseignement technique, la statistique scolaire, les travaux d'élèves, la prosopographie des élites enseignantes, les écoles normales primaires ou, plus récemment, les universités du XX^e siècle. Dans la plupart des cas, l'inventaire des sources d'archives a été ou est opéré conjointement aux niveaux national, départemental et local car, dans un pays comme la France, où l'enseignement est constitué en système depuis au moins deux siècles, analyser l'articulation entre ces trois niveaux apparaît comme une nécessité méthodologique justifiant le qualificatif de « différentielle » dont Guy Thuillier faisait une caractéristique essentielle de l'histoire de l'enseignement⁴.

Pour vastes et ambitieuses qu'elles soient, les ressources élaborées par le SHE ne permettent cependant de guider les chercheurs que dans un nombre limité de domaines, jugés stratégiques pour l'ensemble de l'histoire de l'éducation, et dont, le recul aidant, on peut d'ailleurs mesurer aujourd'hui qu'ils ont effectivement contribué à faciliter, orienter, voire impulser des recherches d'une façon très positive. Mais le champ de l'histoire de l'éducation est infini, les thèmes de recherche qu'il propose à la curiosité des chercheurs sont innombrables, même si on le limite à l'histoire de l'enseignement *stricto sensu*, c'est-à-dire à l'instruction et à la formation dispensées dans un cadre institutionnel, laïc ou privé⁵.

C'est pour guider les chercheurs dans l'ensemble du champ, sans exclusive thématique, que Thérèse Charmasson, conservateur d'archives alors chargée de recherches au sein même du SHE, élaborait la première édition d'un *Guide du chercheur*, qui parut en

1986⁶. Le principe retenu était d'orienter dans l'ensemble des dépôts et séries d'archives, essentiellement mais non exclusivement publiques, tout en apportant une information sur quelques sources étroitement complémentaires : la bibliographie des travaux, anciens et récents ; les manuels scolaires ; la presse périodique spécialisée ; les fonds des musées de l'école ; les recueils réglementaires et statistiques. Cette première édition connut un grand succès, ce qui témoigne qu'elle répondait aux besoins perçus et énoncés quelques années auparavant tant par les historiens que par les archivistes. Après deux réimpressions, le SHE et la responsable du Guide décidèrent de mettre en chantier une nouvelle édition, mise à jour et substantiellement enrichie. C'est celle que nous proposons aujourd'hui aux chercheurs.

L'organisation d'ensemble en est restée identique. Le chapitre inaugural, consacré à une orientation bibliographique, a été très largement réécrit, en raison des progrès qu'a faits la recherche historique depuis vingt ans, de la multiplication des collections et supports éditoriaux accueillant les travaux publiés dans ce champ, et de la révolution que représente l'internet, en terme de recherche bibliographique comme de consultation en ligne.

Les chapitres consacrés aux archives forment ensuite, comme dans la première édition, le cœur de l'ouvrage. Ils tiennent compte à la fois des changements qui ont affecté la réglementation et le dispositif en matière de conservation et de classement des archives, des versements récemment opérés par les administrations et des inventaires publiés depuis par les services d'archives. Par ailleurs, le repérage des fonds intéressant l'histoire de l'enseignement dans de nombreux dépôts, fonds et séries a été considérablement affiné, ce qui devrait rendre cette nouvelle édition encore plus utile et efficace que la précédente.

Les autres chapitres ont été actualisés ou réécrits à la mesure des évolutions survenues depuis la première édition. Les manuels scolaires font toujours l'objet d'un foisonnement d'études, les chercheurs bénéficiant aujourd'hui de toute une panoplie de guides qui leur sont dédiés, notamment au travers du programme Emmanuelle, dont l'essentiel est déjà ou sera consultable en ligne. Un chapitre fait donc le point sur les sources et ressources concernant ce domaine. Il en va de même de la presse pédagogique, dont le recensement a été poursuivi par le SHE jusqu'à l'année 1990, offrant ainsi, sur la quasi-totalité de l'époque contemporaine, une source ou des pistes d'information d'une richesse considérable. Les musées de l'école et de l'éducation se sont pour leur part multipliés au point qu'un premier guide des sites internet qu'ils proposent, en France et dans le monde, a pu être récemment publié. Ce sont néanmoins les ressources du plus riche et du plus accessible d'entre eux, le Musée national de l'éducation, que présente un chapitre du présent Guide, en attendant l'inventaire collectif des ressources des musées français que les chercheurs appellent de leurs vœux.

Inversement, l'intérêt porté depuis vingt ans à cette source particulière que constituent les données statistiques produites par les administrations, a sensiblement décliné. Ceci témoigne de l'évolution des grands paradigmes de la recherche depuis les années 1970 : la sociologie et la cartographie historiques des faits éducatifs étaient alors à la pointe de la recherche, mais – on peut le regretter – ont largement cédé la place à de nouveaux *leading sectors*, comme l'histoire des contenus et des pratiques d'enseignement.

Le chapitre du guide consacré aux statistiques n'a donc eu à faire l'objet que d'une simple mise à jour. En revanche, l'accent mis sur les contenus et les pratiques a conduit à consacrer un nouveau chapitre à cette source particulièrement stimulante que sont les copies d'examens et de concours ou, plus largement, les travaux d'élèves, documents aussi abondants – des dizaines de millions en sont produits chaque année – que dispersés, puisque, quand ils ne sont pas détruits, leur statut hybride, à la fois public et privé, autorise leur conservation dans les lieux les plus divers.

Enfin, on doit observer que, depuis la première édition de ce guide, le champ de l'histoire contemporaine, qu'il entend couvrir, s'est accru de plusieurs façons. La première, purement mécanique, aurait pu être expliquée par l'humoriste : « On a beau dire et beau faire, chaque année qui passe nous éloigne de la Révolution et de l'Empire... » L'ampan chronologique couvert par cette édition s'est ainsi accru de pas moins de deux décennies, durant lesquelles le système éducatif n'a cessé lui-même d'étendre son champ d'action, et avec lui les archives qu'il sécrète.

L'histoire la plus récente, pour laquelle toutes les archives écrites ne sont pas encore ouvertes et consultables, a également commencé à offrir à la curiosité des chercheurs le témoignage direct des acteurs, recueillis et exploités au travers d'une pratique et de méthodes pleinement reconnues aujourd'hui par la communauté historique⁷. Des campagnes systématiques de constitution d'archives orales ont été menées depuis vingt ou trente ans par plusieurs organismes d'archives ou de recherche : elles intéressent l'histoire de l'enseignement soit spécifiquement – témoignages d'anciens responsables de l'Éducation, d'universitaires, d'instituteurs et normaliens, d'étudiants... – soit incidemment – témoignage des représentants de professions multiples sur leurs années de formation. C'est pourquoi un chapitre du Guide a été spécifiquement consacré à ces archives non pas produites, mais créées.

Enfin, la disparition de l'école républicaine, qu'Antoine Prost faisait remonter aux années 1960⁸, a puissamment contribué, non seulement à modifier le regard porté sur cette période elle-même, mais à historiciser sa transition ou sa rupture avec l'école actuelle, notamment caractérisée par des problèmes inédits liés à la massification des enseignements secondaire et supérieur et au multiculturalisme. On ne peut plus dire en 2005, comme le faisait encore – à juste titre – D. Julia en 1974, qu'« en aval du XIX^e siècle, l'historien se voit détrôné par le sociologue ». Les historiens de l'enseignement se sont, depuis, largement approprié les périodes de l'entre-deux-guerres, de l'Occupation et de l'après-guerre, comme en témoigne le nombre croissant de travaux qu'ils leur consacrent, conjointement à ceux qui sont produits par des représentants d'autres disciplines⁹.

Il importe donc que, pour ces périodes récentes comme pour les plus anciennes, les chercheurs puissent solidement étayer leurs investigations. Si l'histoire de l'enseignement est, plus encore que toute autre, tournée vers le présent ; si elle est particulièrement exposée, de ce fait même, à la téléologie et à l'anachronisme ; si elle risque enfin, comme les autres, de voir étudiants ou chercheurs pressés, ceux qui courent légèrement sur les surfaces comme ceux dont le siège est fait, privilégier les objets d'étude le plus commodément traitables à travers la seule littérature imprimée, nous souhaitons que ce guide atteigne son objectif qui est de permettre une exploitation aussi systématique, donc

aussi rigoureuse, que possible, de l'ensemble des sources disponibles sur l'enseignement contemporain. Il pourrait ainsi contribuer, modestement et à sa façon, à l'intelligence collective dont doivent faire preuve les historiens de toutes origines disciplinaires pour écrire une histoire de l'enseignement qui soit utile, et pour cela, qui soit vraie.

Pierre Caspard
Directeur du Service d'histoire de l'éducation
INRP – ENS

¹ M.L. Marchand, M. Duchéin : « Les archives de l'enseignement en France », *La Gazette des archives*, avril 1967. Texte republié dans T. Charmasson (dir.) : *Archives et sources pour l'histoire de l'enseignement*, Paris, Comité des travaux historiques et scientifiques, 2005, pp. 317-341.

² D. Julia : « Les sources de l'histoire de l'éducation et leur exploitation », *Revue française de pédagogie*, avril 1974. Texte republié dans T. Charmasson, *op. cit.*, pp. 67-109 ;

³ Sur cette Commission, voir Guy Caplat : *Le Haut fonctionnaire chargé de l'histoire de l'éducation. Bilan des activités et perspectives de l'institution. Liaison avec la Mission des archives. Rapport de l'IGAEN*, 30 novembre 1974, 66 ff. Le rapport et les procès-verbaux des séances tenues par la Commission sont conservés au Service d'histoire de l'éducation.

Quelques réflexions sur le rôle de la Commission puis du Service d'histoire de l'éducation, situés dans la longue durée, dans Pierre Caspard : « L'éducation, son histoire et l'État. L'exemple français », *Annali di Storia dell'educazione e delle istituzioni scolastiche*, 5, 1998, pp. 101-123 et <http://>

⁴ G. Thuillier : « Histoire administrative et archives de l'enseignement », *La Gazette des archives*, avril 1974. Texte republié dans T. Charmasson, *op. cit.*, pp. 111-130.

⁵ L'histoire de l'éducation, incluant une dimension familiale, repose sur des sources spécifiques, telles que la correspondance, les journaux, les écrits personnels. Mais ces sources elles-mêmes peuvent se trouver conservées, pour des raisons diverses, dans des dépôts publics. Le guide attire l'attention des chercheurs sur leur présence chaque fois que possible.

⁶ T. Charmasson (dir.) : *L'histoire de l'enseignement, XIX^e-XX^e siècles. Guide du chercheur*. Paris, INRP et Publications de la Sorbonne, 1986, 230 p.

⁷ Florence Descamps : *L'historien, l'archiviste et le magnétophone. De la constitution de la source orale à son exploitation*. Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2001, 860 p.

⁸ Antoine Prost : « Quand l'école de Jules Ferry est-elle morte ? *Histoire de l'éducation*, avril 1982, pp. 25-40.

⁹ En témoigne le colloque consacré en 2002 au bicentenaire des lycées. Près de la moitié des communications portaient, en tout ou partie, sur la période postérieure à la Deuxième Guerre mondiale. Cf. P. Caspard, J.-N. Luc, P. Savoie (dir.) : *Lycées, lycéens, lycéennes. Deux siècles d'histoire*. Paris, INRP, 2005.